

Derrière l'opposition aux éoliennes, une galaxie influente et pronucléaire

Dans l'ombre des contestations locales et souvent spontanées contre les implantations, s'active un réseau bénéficiant de puissants relais jusqu'au sommet de l'Etat. Avec pour objectif d'imposer une relance massive du nucléaire.

Par [Perrine Mouterde](#) et [Stéphane Mandard](#)

Publié aujourd'hui à 04h30, mis à jour à 11h40



AUREL

« Tu as raison. Bats-toi. Tu es notre Don Quichotte ! » L'hommage est de Brigitte Macron. Son Don Quichotte ? Stéphane Bern. Ses moulins à vent ? Les éoliennes. L'animateur télé, ami du couple présidentiel, les combat sans relâche au nom de la préservation du patrimoine, son autre mission – officielle celle-là –, confiée par le chef de l'Etat. La scène se déroule il y a un an, le 7 juin 2021, sous les lambris de l'Institut de France, à Paris, lors de la remise des prix de la fondation Stéphane Bern. Le présentateur étrille les éoliennes dont « *la multiplication anarchique* » est « *en train de défigurer nos paysages, de saccager des sites naturels et de polluer notre environnement* ». La première dame acquiesce.

Deux ans plus tôt, dans l'hélicoptère qui les emmène à Amboise (Indre-et-Loire) pour le 500^e anniversaire de la mort de Léonard de Vinci, Emmanuel Macron fait une confidence à Stéphane Bern en survolant un parc éolien : « *C'est vrai que c'est moche, tu as raison il y en*

a trop. » Au cours de son premier quinquennat, le chef de l'Etat a opéré un virage à 180 degrés sur la stratégie énergétique de la France. Il débute son mandat en mettant en œuvre la fermeture de la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin) décidée par son prédécesseur et prévoit de doubler les capacités de l'éolien terrestre d'ici à 2030. Cinq ans plus tard, il reporte cet objectif à 2050 et relance la filière nucléaire.

Pourquoi un tel revirement ? Ces dernières années, un peu partout en France, des citoyens se sont opposés à des projets éoliens. Mais, dans l'ombre de ces contestations locales et souvent spontanées, s'active une galaxie organisée au niveau national qui milite non seulement pour mettre un coup d'arrêt à l'éolien, mais aussi pour une relance massive du nucléaire. Une mouvance qui dispose de puissants relais politiques et médiatiques et de réseaux d'influence touchant jusqu'au sommet de l'Etat, comme le montre cette enquête, qui s'appuie notamment sur des éléments transmis par Greenpeace et le Global Strategic Communications Council (un réseau international promouvant la transition écologique), vérifiés et complétés par *Le Monde*.

Mardi 31 mai, ses représentants ont rendez-vous dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés, à Paris, pour une conférence portant sur « *un nouveau mix énergétique* ». Lorsque l'ordinateur qui projette les présentations des intervenants s'éteint, la boutade est toute trouvée : « *C'est à cause de l'intermittence des éoliennes !* », s'amuse la salle.

Au rez-de-chaussée de l'Hôtel de l'industrie sont réunies des figures historiques des mouvements antiéolien, mais aussi pronucléaire. Jean-Louis Butré, le président de la Fédération environnement durable (FED), la principale organisation antiéoliennes ; Fabien Bouglé, conseiller municipal (divers droite) de Versailles, auteur d'un livre à charge contre les éoliennes (*Eoliennes. La face noire de la transition énergétique*, Editions du Rocher, 2019) et d'un autre vantant les mérites de l'atome (*Nucléaire. Les vérités cachées*, Editions du Rocher, 2021) ; Bernard Accoyer (Les Républicains, LR), ancien président de l'Assemblée nationale, fondateur de l'association de défense du patrimoine nucléaire et du climat (PNC) ; ou encore les présidents du saint des saints de l'establishment français – le Cercle de l'Union interalliée – Denis de Kergorlay, et du Cercle d'étude réalités écologiques et mix énergétique (Céréme) Xavier Moreno, deux autres pourfendeurs de l'éolien et défenseurs acharnés de l'atome.

Une « agression » contre les populations rurales

Quelques mois plus tôt, les mêmes étaient rassemblés dans un lieu encore plus prestigieux : à l'invitation de M. Accoyer, environ 200 personnes participaient au colloque organisé par le Céréme au sein même de l'Assemblée nationale, avec pour ambition de « *faire entrer la politique énergétique française dans l'âge de la raison* ». Lors de ces rencontres s'égrainent, au fil des interventions, les contours de leur « *combat* ».

Pour les intervenants, les éoliennes sont une « *agression* » à l'encontre des populations rurales, une atteinte aux paysages qui provoque dégâts environnementaux, problèmes de santé et dévaluation des prix de l'immobilier. Elles seraient aussi une aberration économique aux mains d'un « *cartel* » et imposées par la « *corruption* » ou les « *menaces* » des développeurs éoliens.

Plus largement, les renouvelables sont jugés inutiles pour lutter contre le réchauffement climatique. Intermittentes (les éoliennes ne fonctionnent que lorsqu'il y a du vent) et non

pilotables (la production ne peut être ajustée en fonction des besoins), elles nécessiteraient inévitablement de rallumer des centrales à gaz polluantes dès qu'elles cessent de fonctionner. Et si les prix de l'énergie explosent et que la France risque aujourd'hui « *le black-out* », ce ne serait que parce qu'un « *puissant lobby éolien* » aurait « *infiltré* » tous les niveaux de l'Etat : l'Agence de la transition écologique (Ademe), le gestionnaire du réseau de transport d'électricité (RTE), la direction générale de l'énergie et du climat et surtout le ministère de la transition écologique.

Face à « *l'illusion* » de l'éolien, il n'y a, pour tous ces acteurs, qu'une seule option : relancer massivement la filière nucléaire. « *La France a un atout fabuleux : il est de notre responsabilité de harceler l'exécutif, de harceler les élus* » pour que soit reconstruite la filière, insiste, en conclusion du colloque du 31 mai, Bernard Accoyer, le président de l'association PNC, lancée en février 2021 par une cinquantaine de personnalités de tous bords (l'ancien ministre et sénateur (LR) de la Meuse Gérard Longuet, l'ex-député (LR) de Vaucluse Julien Aubert, l'ancien président de la SNCF Louis Gallois, les anciens ministres Jean-Pierre Chevènement et Arnaud Montebourg...).

« Un lobby nucléaire fort »

Pour ces défenseurs de l'atome, les ambitions du président, qui prévoit désormais la construction de six, voire quatorze nouveaux réacteurs, restent largement insuffisantes. Sur la petite estrade de l'Hôtel de l'industrie, Xavier Moreno sort de son *tote bag* blanc l'étude de RTE « *Futurs énergétiques 2050* », qui décrit six scénarios possibles permettant d'atteindre la neutralité carbone du système électrique en France, à l'horizon 2050. L'option la plus favorable au nucléaire prévoit que celle-ci fournisse la moitié de l'électricité d'ici à trente ans. Bien trop peu, aux yeux du Céréme, qui a donc fait réaliser son propre scénario par le cabinet d'étude indépendant Roland Berger. Sans surprise, celui-ci affirme qu'un mix électrique reposant à 80 % sur le nucléaire, grâce à la construction de vingt-quatre EPR 2 d'ici à 2050 et sans nouveau parc éolien, serait « *le meilleur pour la France* ».

Les défenseurs des énergies renouvelables réfutent les arguments de leurs adversaires et dénoncent des stratégies de désinformation. Au-delà des acteurs du secteur, aucun organisme officiel ou organisation internationale n'a jusqu'à présent confirmé qu'il était possible d'atteindre la neutralité carbone en cessant le développement de l'éolien et en misant quasiment exclusivement sur l'atome.

Le parc nucléaire permet aujourd'hui à la France d'avoir le système électrique le plus décarboné d'Europe. Mais, au cours des prochaines décennies, pour des raisons industrielles liées à leur vieillissement, les cinquante-six réacteurs devront être mis à l'arrêt. Or, en parallèle, l'objectif de baisse drastique des émissions de gaz à effet de serre va exiger une électrification de nombreux usages, et donc une hausse de la consommation d'électricité.

Pour le gouvernement et la plupart des experts de l'énergie, une augmentation massive de la production d'électricité d'origine renouvelable est donc indispensable pour faire face à cette double dynamique, et ce même en conservant des capacités de production nucléaire importantes.

« *On entend de la part des pronucléaire que RTE est vendu au lobby des renouvelables, ce qui est faux. Mais l'Agence internationale de l'énergie, ce ne sont pas des écolos en Birkenstock, et pourtant ils disent la même chose sur la nécessité de développer massivement*

l'éolien !, indique Barbara Pompili, l'ancienne ministre de la transition écologique, réélue députée de la Somme. Il y a de nouveaux acteurs, mais il y a toujours eu un lobby nucléaire fort en France. Ces gens considèrent le développement des renouvelables comme une menace vis-à-vis du nucléaire, qui serait dans une situation de forteresse assiégée. »

« Kits » pour monter une association

Enarque et polytechnicien, ancien de la direction du Trésor du ministère des finances, de Sanofi et de Suez, Xavier Moreno est lui aussi plus costume-cravate que Birkenstock. Président du Céréme, un think tank inconnu du grand public créé en mai 2020, il occupe désormais une place centrale dans le mouvement antiéolien.

En 1998, il a cofondé la société d'investissement Astorg Partners. Avec cette entreprise internationale, Xavier Moreno assure avoir gagné *« plus d'argent qu'il n'en a besoin »*. Alors, à 74 ans, il fait de la *« philanthropie »* dans deux domaines : la musique, en soutenant une école privée, et l'énergie. Il finance ainsi, sur ses ressources personnelles, plus de la moitié du budget du Céréme (1 million d'euros en 2021).

Nouveau venu dans cette galaxie antiéoliennes, Xavier Moreno se voit comme un *« facilitateur »*. D'abord par les ressources financières qu'il met en partie à disposition des autres associations, *« souvent tenues par des bénévoles sur un coin de table, avec très peu de moyens »*. Le Céréme finance des études et de la documentation, des événements, des campagnes de communication, mais aussi la revue *Books* ou encore des lobbyistes à Bruxelles. Parmi ses *« petits camarades »* et *« connaissances »* figurent, assure-t-il, le ministre de l'économie Bruno Le Maire, l'ex-PDG d'Engie Gérard Mestrallet, le commissaire européen Thierry Breton, le PDG d'EDF Jean-Bernard Lévy... Ses *« notes »* sont envoyées au Trésor, à Matignon, parfois jusqu'à l'Élysée. Lorsque Xavier Moreno reçoit Emmanuel Macron pour le premier dîner du cercle Charles Gide – qu'il préside –, réunissant l'élite protestante, le président lui lance avec un clin d'œil : *« Faut qu'on parle d'énergie ! »*

Patron historique de la FED, qu'il a fondée en 2009, l'octogénaire Jean-Louis Butré salue l'arrivée d'acteurs comme le Céréme ou l'association fondée par Bernard Accoyer. Même si ces groupes n'agissent qu'au niveau national, sans implantation sur le terrain. Depuis plus d'une décennie, cet ancien du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de Rhône-Poulenc laboure le champ antiéolien au niveau local.

L'association revendique mille sept cents adhérents, allant de la minuscule association comptant trois membres dans un hameau à des groupes de plusieurs centaines de personnes. *« A chaque fois que des gens découvrent tout à coup l'existence d'un projet éolien, ils se mettent à chercher de l'aide, raconte Jean-Louis Butré. Alors on leur donne des conseils. »* La FED fournit ainsi des kits complets pour monter une association ou financer les actions en justice... Car elle a mis en place un processus de systématisation des recours, en s'appuyant sur un réseau de vingt-sept avocats. Une stratégie de blocage qui paie : aujourd'hui, près de 80 % des projets sont contestés – il suffit ainsi de quelques personnes pour lancer une action en justice.

« Les masques sont tombés »

Il y a encore quelques années, la FED ou les autres associations de lutte antiéoliennes, au nom de la défense des paysages, évitaient de prendre position sur le nucléaire. « *Les deux sujets sur lesquels les membres de la FED peuvent se battre et dont en principe on ne s'occupe pas, ce sont le climat et le nucléaire*, reconnaît Jean-Louis Butré. *Mais, évidemment, on m'interroge toujours sur l'atome.* » Lui considère que ne pas miser à 100 % sur le nucléaire est « *une erreur stratégique monumentale* ».

Avec l'apparition du Cérémé, de l'association de défense du patrimoine nucléaire et du climat ou encore du collectif Energie vérité, un groupe de réflexion lancé en 2019 par une cinquantaine de personnalités pour « *démystifier certaines idées reçues* » sur l'énergie, le lien entre les combats antiéolien et pronucléaire est clairement affiché. « *Les masques sont tombés* », estime Michel Gioria, délégué général de France Energie éolienne.

Les salons du Cercle de l'Union interalliée, par exemple, ont accueilli, le temps d'une soirée, partisans du nucléaire et opposants aux éoliennes. Fin septembre 2020, plus d'une centaine de convives sont réunis dans le select club parisien, présidé par Denis de Kergorlay, coauteur d'*Eoliennes : chronique d'un naufrage annoncé* (Les Peregrines, 2018), et dont Stéphane Bern est membre. Objectif : lancer une opération de financement participatif destinée à la réalisation d'un film promettant de dénoncer une « *gigantesque escroquerie politique et écologique* ».

Au total, environ 150 000 euros seront levés en quelques mois – dont quelque 10 000 euros viennent du Cérémé – pour la réalisation du film et l'organisation d'une campagne de publicité. *Eoliennes. Du rêve aux réalités* donne la parole à d'anciens patrons d'EDF (Henri Proglio) et du pétrolier Elf (Loïk Le Floch-Prigent), à des représentants de la FED ou encore au médiatique ingénieur et président du Shift Project Jean-Marc Jancovici, la caution scientifique du mouvement antiéolien.

Publié le 1^{er} juin 2021, sur YouTube, le documentaire a depuis été vu plus de 550 000 fois. Derrière cette charge sans nuances, une association baptisée Documentaire et vérité, dont l'objectif affiché est « *le financement participatif de documentaires basés sur des faits vérifiables et des experts reconnus* ». Son deuxième film, *Nucléaire. Une énergie qui dérange*, encore plus largement financé par le président du Cérémé, met en scène les défenseurs de l'atome tels les membres de l'association Les Voix du nucléaire, qui s'invitent dans les marches pour le climat.

Un « documentaire de combat »

Pour le lancement du premier opus, au Cercle de l'Union interalliée, c'est le journaliste Alexandre Devecchio qui officie. Pour soutenir ce « *documentaire de combat* », il a créé une éphémère maison de production, Agorama Studio. Responsable de l'espace débats du *Figaro*, chroniqueur à la télévision et à la radio, il ouvre largement ses pages au mouvement antiéolien : entre février 2021 et mars 2022, une trentaine de textes sont publiés, dont trois de Patrice Cahart, membre du Cérémé et auteur de *La Peste éolienne* (Hugo Doc, mai 2021).

Le jour de la sortie du documentaire, le réalisateur du « *film qui déconstruit l'imposture* » bénéficie d'un entretien sur *LeFigaro.fr*. Quelques mois plus tôt, Alexandre Devecchio – qui n'a pas répondu à nos sollicitations – l'avait déjà interviewé à l'occasion, cette fois, de la publication d'un sondage de l'IFOP... commandité par Documentaire et vérité et le Cérémé,

qui concluait que 53 % des Français ne souhaitent pas voir apparaître d'éoliennes près de chez eux.

Le journaliste accueille également dans *Le Figaro*, la veille de la sortie du film, une tribune [au vitriol de Stéphane Bern](#). L'animateur, qui salue le documentaire, interpelle la ministre de la transition écologique : « *Madame Pompili, les éoliennes sont une négation de l'écologie !* » En pleine campagne des régionales de 2021, le coup de gueule est aussitôt récupéré par la droite et l'extrême droite.

Six mois plus tard, Stéphane Bern apostrophe de nouveau avec virulence la ministre de la transition écologique sur Twitter : « *Quelle folie ! Barbara Pompili portera une lourde responsabilité devant l'histoire...* » Un projet de parc éolien dans la Manche menacerait le classement au Patrimoine mondial des tours Vauban. Selon une étude de la plate-forme d'analyse des réseaux sociaux Bloom, ce message a généré sur Twitter « *un pic d'opposition* » : les posts et commentaires hostiles à l'éolien augmentent alors de 350 %. « *Après janvier, on m'a demandé en haut lieu de me calmer, confie Stéphane Bern. Ça devenait trop politique.* »

La France est alors à quelques mois du scrutin présidentiel. La question des éoliennes polarise largement le débat. Le 11 février, le chef de l'Etat prononce un discours majeur depuis l'usine General Electric de Belfort, dans lequel il précise sa vision de l'avenir énergétique du pays et confirme vouloir construire de nouveaux réacteurs, tout en ralentissant le développement de l'éolien terrestre.

Don Quichotte aurait-il remporté son combat ? Le discours des opposants à l'éolien et des défenseurs du nucléaire a-t-il influé sur les décisions du chef de l'Etat ? Si certains acteurs du secteur de l'énergie estiment qu'ils ne sont qu'une « *nuisance sonore* » sans influence réelle, d'autres constatent que leur lobbying « *infuse* » dans l'opinion et auprès des décideurs, souvent peu armés techniquement sur ces sujets.

« **Stratégie d'influence bien élaborée** »

« *Ce n'est pas le Cérémé tout seul qui fait changer Macron de direction, mais toute cette coalition d'acteurs a une stratégie d'influence bien élaborée. Ils investissent plein de canaux d'information et de lieux de décision* », observe un expert du secteur des renouvelables.

Au-delà des recours, qui freinent significativement le développement de la filière, France Energie éolienne affirme avoir vu un impact très net des tergiversations de l'exécutif sur le sujet. « *Quand le président a dit qu'il n'y avait pas de consensus sur l'éolien, sur le terrain les préfets se sont mis à ne plus délivrer les autorisations, assure Michel Gioria. On avait des acteurs dont le projet était bouclé, qui avaient reçu l'autorisation environnementale et l'avis favorable des mairies, mais auxquels le préfet ne donnait pas de permis.* »

Barbara Pompili défend la stratégie énergétique adoptée par le président, qui a résisté à une « *intense pression* » visant à instaurer un moratoire sur l'éolien, mais reconnaît que le front antirenouvelables « *pèse* ». « *Les lobbyistes du nucléaire sont très présents auprès des parlementaires, constate-t-elle. Bien sûr, il y a aussi du lobbying prorenouvelables, mais, en termes d'influence sur le sommet de l'Etat, ça n'a rien à voir, ils ne jouent pas dans la même catégorie.* »

Les antiéoliens se réjouissent de leur côté de ce qu'ils considèrent comme de premières victoires. « *M^{me} Pompili n'est plus là, c'est déjà ça, mais le combat n'est pas fini, il ne fait que commencer* », juge Stéphane Bern, qui considère le nucléaire comme « *la seule énergie décarbonée* ». « *La bataille de l'opinion, on l'a gagnée* », estime son amie et voisine dans le Perche, Brigitte Pistre. La maire du village de Frazé (Eure-et-Loir), décorée de la Légion d'honneur par Emmanuel Macron en 2019, en même temps que Stéphane Bern, pour son engagement en faveur de la défense du patrimoine rural, est à la tête du collectif Vent des maires, très remonté contre l'implantation d'éoliennes. « *Quand j'ai commencé on était deux, décrit-elle. Aujourd'hui, on est plus de cinq cents maires et un millier d'élus.* »

« *Depuis la rencontre au Cercle de l'Union interalliée et la diffusion du documentaire, il y a eu une modification très importante de l'opinion sur le nucléaire et l'éolien* », veut croire aussi Fabien Bouglé. La galaxie antiéoliennes n'entend pas en rester là. Prochain objectif : peser sur l'élaboration de la prochaine feuille de route énergétique de la France, prévue en 2023.

Perrine Mouterde et Stéphane Mandard